

bulletin

bimensuel



PREMIER CONGRES DU FSLN: L'UNITE

Managua, 22 juil (ANN). Les délégués au premier congrès du FSLN ont fait le choix de l'unité, reléguant au second plan la discussion idéologique au moment de prendre les décisions. Indirectement, ils ont confirmé que le FSLN est un front politique comprenant différents courants idéologiques sans que cela soit inscrit dans les statuts. Comme il fallait s'y attendre, la Direction nationale a été confirmée. Cependant, les nouveaux statuts offrent à l'Assemblée sandiniste, pour la première fois élue, la possibilité d'avoir une influence décisive sur la politique du parti.

Le congrès, qui s'est tenu du 19 au 21 juillet, s'est ouvert par la lecture d'un poème d'Ernesto Cardenal, ancien ministre de la Culture, qui a exhorté les délégués à se souvenir, au moment de prendre des décisions, des nombreux morts qu'a coûté la lutte. Peut-être les avertissaient-ils du danger d'une division, qui aurait été possible si les différents courants s'étaient affrontés pour le pouvoir. Mais le congrès s'est déroulé de façon disciplinée, sans que pour cela les délégués, qui ont su profiter de leur temps de parole, tombent dans la passivité. Deux commissions, celle des statuts et celle des principes et du programme, ont analysé un grand nombre de motions proposées par les congrès départementaux. Les textes et leurs dif-

férents amendements ont été ensuite discutés en session plénière. Ce procédé, qui a pris du temps, laissait la possibilité de présenter en session plénière des propositions qui n'avaient pas recueilli le consensus dans les réunions de la base ou dans les congrès départementaux. A part quelques erreurs dans la conduite de la discussion, ceux qui dirigeaient les débats (alternativement Tomas Borge et Dora Maria Tellez) ont respecté les règles convenues la veille de l'ouverture par les délégués. Les membres de la Direction nationale n'ont reçu aucun traitement spécial: ils ont eu droit à deux minutes et demie pour intervenir, comme tout le monde, et ont dû respecter l'ordre du jour, indice qui reflète la croissante sensibilité de la direction envers l'opinion de la base.

La Commission préparatoire du congrès, dirigée par Luis Carrion, a signalé dans son rapport d'introduction la faible représentation des femmes parmi les délégués ainsi que la "relativement faible représentation des nouvelles générations sandinistes" (voir cadre). Daniel Ortega a lu le rapport central de la Direction nationale, "point de départ de la discussion nécessaire sur l'épopée du FSLN" depuis la lutte contre Somoza. Cette discussion devait inclure le travail du FSLN dans l'opposition, mais le document, qui aurait dû être soumis aux discussions préparatoires mais n'a été

distribué que le premier jour du congrès, se termine par la défaite électorale de 1990. Selon certaines sources, le rapport abordait cette période dans une version préliminaire non publiée. Si tel était le cas, la raison du retrait de la dernière partie pourrait résider dans des divergences jugées par tous menaçantes pour l'unité. Dans ces conditions, le congrès ne pouvait qu'amorcer la large discussion sur la stratégie

SOMMAIRE

Premier congrès du FSLN : l'unité
Le congrès en chiffres
Statuts, principes et programme

Quelques opinions sur le congrès

Les déclarations du congrès

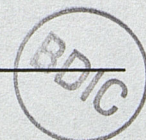
Les invités étrangers

Les "charniers sandinistes"

Le Monde dans la campagne anti-sandiniste

Propriété : la tempête

En bref



60 P 11481

d'opposition du FSLN, qui a provoqué des critiques durant l'année écoulée. Beaucoup de délégués ont pris la parole au cours du débat sur le rapport central. S'il est vrai qu'ils ont plaidé pour qu'on y rajoute certains éléments de détail, par exemple le rôle joué par les Comités de défense sandiniste, ils l'ont néanmoins jugé complet. Il faut interpréter cela comme un effort en faveur de l'unité qui est, dans la stratégie actuelle, la condition pour une alliance avec d'autres forces patriotiques. Un des changements les plus importants apportés par le congrès est le fait que la Direction nationale ne peut désormais décider seule de l'élaboration et de l'exécution de cette politique d'alliance.

CHANGEMENT DE L'ASSEMBLEE SANDINISTE

L'Assemblée sandiniste a subi un profond changement tant dans sa constitution que dans son rôle. Assemblée consultative par le passé, elle est désormais l'organe essentiel du FSLN chargée d'appliquer les lignes décidées par le congrès, d'approuver les tactiques de lutte, de définir la politique d'alliance et les relations avec le gouvernement. La Direction nationale devra lui rendre compte de sa gestion.

Formée auparavant de membres cooptés choisis pour leur action pendant la guerre de libération, elle en comptera maintenant 120, dont 98 élus. Seuls 35% de ses anciens membres y figurent encore, en majorité ceux qui ont continué à mener le combat politique, comme Monica Baltodano, chef du groupe des conseillers sandinistes au Conseil municipal de Managua, ou bien Lucio Jimenez et Damaso Vargas de la Centrale sandiniste des travailleurs. Et c'est là une de ses caractéristiques: les organisations de masse mobilisées depuis un an y sont représentées et 62% de ses membres sont des dirigeants départementaux et non nationaux. Tous les leaders syndicaux du FNT ont été élus et beaucoup parmi les premiers, ainsi que les dirigeants du Mouvement communal, de l'Union nationale des agriculteurs et des organisations de jeunesse. Le mouvement populaire ainsi que ceux qui sont en contact avec la base trouvent là un espace. A l'inverse, on ne trouve pas les noms de certains leaders nationaux, en particulier Edmundo Jarquin.

L'ETHIQUE ET LA LIBERTE D'EXPRESSION

Le problème de l'éthique avait été clairement posé lors de l'assemblée des forces sandinistes d'El Crucero, en juin 1990. La Commission d'éthique, créée à cette occasion, avait été chargée d'enquêter sur les accusations de déviation de fonds et malversation des biens de l'Etat ou du parti portées contre certains. Elle a donc rendu compte de son travail. Elle a examiné 38 plaintes, dont seulement 15 relevaient de sa compétence. Au cours d'un vif débat, les délégués ont critiqué le rapport, le jugeant trop technique et demandant les noms ou au moins la présentation des cas ainsi que les sanctions qui devraient être prises. La discussion n'a pas été approfondie mais le thè-

me a été repris, et à nouveau très discuté, lors du débat sur les statuts. La volonté manifestée par les délégués d'épurer le parti de ceux qui se sont rendus coupables de corruption s'est trouvée souvent limitée par le souci de ne pas alimenter la campagne de la droite tendant à convaincre l'opinion que le vol et la corruption ont été une pratique généralisée des sandinistes.

Quant à la liberté d'expression, un changement notable s'est produit, mais non sans débat. Le FSLN continuera à être régi par le centralisme démocratique "entendu comme l'application des décisions adoptées par la majorité ou les organes de direction". Un article de la proposition de statuts précisait que les membres du FSLN avaient le droit de défendre leurs opinions à l'intérieur de l'organisation jusqu'à ce qu'une décision soit prise, un autre leur permettait d'exprimer leurs opinions en dehors de l'organisation "du moment qu'elles ne contredisent pas les résolutions du congrès ou des organes de direction". Certains délégués ont demandé la suppression de ces articles, estimant qu'ils limitaient le débat et revendiquant le droit de minorité ou, comme il a été écrit dans *Barricada*, "la légalisation des courants d'opinion". Seul le second a été jugé contraire à la Constitution et finalement rejeté, mais le débat est loin d'être clos.

L'approbation des membres de la Direction nationale sur liste bloquée représente un autre sacrifice pour l'unité. Une élection individuelle aurait peut-être été à l'origine d'une forte discussion sur des concepts essentiels comme l'anti-impérialisme et le socialisme, sur lesquels certains Commandants de la Révolution ont émis des opinions très discutées. Certains secteurs du parti avaient l'intention de les destituer, ce qui, à tort ou à raison, les auraient fait apparaître comme responsables de tous les échecs du sandinisme et aurait pu conduire les militants à penser que les problèmes étaient réglés. Deux personnalités ont rejoint l'organe de direction, Sergio Ramirez et René Nuñez. Selon D. Ortega, leur entrée ne fait que ratifier leur collaboration déjà ancienne. R. Nuñez, frère du Commandant Carlos Nuñez et jusque-là secrétaire de la Direction nationale, jouit d'un grand prestige, tandis que S. Ramirez est jugé un peu éloigné de la base et favorable à une opposition pragmatique. Les délégués ont élu D. Ortega au poste de secrétaire général. Cette nouvelle charge permettra entre autres d'atténuer les doutes des militants quant à la position officielle du FSLN, de centraliser le travail et les pouvoirs de la Direction nationale maintenant que l'Assemblée sandiniste a un rôle renforcé. L'élection d'Henri Ruiz comme trésorier représente une réduction de l'influence de Bayardo Arce, qui était entre autres responsable du secteur des finances et qui, en tant que responsable du parti et chef de la campagne électorale, a reçu beaucoup de critiques.

La Direction nationale compte officiellement 9 membres et officieusement 10 puisque la liste comportait le nom d'Humberto Ortega. On savait d'avance qu'il ne pourrait accepter un poste à la direction du FSLN car le Protoco-

le de transition ne lui permet pas d'avoir des responsabilités politiques en tant que chef des Forces armées. C'est pour cela que le Commandant de la Révolution Luis Carrion s'était opposé à sa candidature lors des débats. Cependant d'autres forces à la direction du parti voulaient publiquement signifier que dans le sandinisme il y a unité dans la diversité. Dans le discours qu'il a prononcé lors de la clôture, le général Ortega a expliqué pourquoi il renonçait à cette charge. *"Aujourd'hui, je dois assumer d'autres responsabilités et d'autres tâches"*. Après avoir rappelé le rôle qu'il avait joué depuis son entrée en 1969 à la Direction nationale, il s'est défendu contre l'accusation d'être un traître. A cette époque, les sandinistes *"avaient d'autres évaluations et d'autres optiques"*. Il y avait alors *"beaucoup de romantisme et d'idéalisme et il n'était pas difficile de donner sa vie pour un idéal"*. Mais de profonds changements se sont produits dans le monde et les Nicaraguayens doivent y faire des apports *"dans un sens patriotique et nationaliste"*. Le général est revenu souvent sur ces deux concepts, affirmant ne pas être moins révolutionnaire qu'avant. Il a également défendu l'idée d'un projet national identique à celui d'une partie de la bourgeoisie néo-libérale.

LA SURPRISE FINALE

La présence d'Antonio Lacayo et surtout son discours, lors de la clôture du congrès, ont constitué une surprise pour les observateurs. Le ministre-conseiller de la présidence, arrivé en compagnie d'Humberto Ortega et d'autres ministres, a affirmé que le gouvernement Chamorro partage les mêmes valeurs que le sandinisme. *"Si l'on considère l'avenir, il y a plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous séparent"*. Il a entre autre salué la volonté de réconciliation et de concertation, de rapprochement avec les contras, de lutte pour les opprimés manifestée par le congrès. Il a appelé les sandinistes à abandonner les positions de force pour rejoindre le gouvernement dans son *"projet national"* pour garantir l'unité de la nation. *"L'avenir ne peut se matérialiser que si nous agissons comme les fils d'une même mère"*.

Même si les délégués l'ont applaudi, son intervention a créé un malaise chez les sandinistes, surtout ceux qui sont aux premières lignes du combat actuel. Alors que le congrès représente un effort de clarification politique et idéologique - certes loin d'être achevé - dont le besoin se fait incontestablement sentir depuis un an, la place accordée à A. Lacayo a jeté la confusion. Le danger est de voir se perpétuer chez les militants une tendance à l'abstention dont l'insuffisante participation de la base à la préparation du congrès a constitué un signal.

Daniel Ortega, prenant la parole à la suite d'A. Lacayo, lui a en partie répondu en se prononçant en faveur d'un projet national qui unisse les nicaraguayens pour sortir le pays de la crise en distribuant équitablement la richesse. Tout autre voie n'est qu'une *"mascarade"*, car *"l'enfer est pavé de bonnes intentions"*. *Nous ne pouvons accepter un*

projet national qui appauvrisse la majorité". Il a invité les nicaraguayens de tous les secteurs et de toutes les origines sociales à rejoindre le FSLN et, analysant le rôle des sandinistes, il les a appelés à retourner dans les quartiers et dans les villages à *"travailler pour les pauvres, pour les chômeurs, pour ceux qui ont faim"*.

Le prochain congrès ordinaire devrait avoir lieu en 95, un an avant les élections. L'effort d'adaptation qui vient d'être réalisé a consolidé le FSLN, a renforcé son unité sans pour autant que les courants d'opinion soit laminés. C'est maintenant la pratique qui déterminera lequel va dominer.

LE CONGRES EN CHIFFRES

Participants au Congrès 501 délégués départementaux élus 73 membres de l'Assemblée sandinistes 7 membres de la Direction nationale

Sexe et âge: Femmes 17,5%, Jeunes 5,4%, Entre 26 et 40 ans 71%

Niveau scolaire: Secondaire 42%, Universitaire 40%

Activité économique: Salariés 50%, Ouvriers 3,5%, A leur compte 22,5%, Paysans 10%, Chômeurs 10%

Motions présentées 800 pour les Principes et Programme, 519 pour les Statuts

STATUTS, PRINCIPES ET PROGRAMME

Voici quelques éléments des statuts et du programme qui ont été approuvés par le congrès. Nous publierons dans un prochain numéro l'essentiel de ces deux documents.

NOUVELLE STRUCTURE DU FSLN

Le Congrès: 600 membres (Assemblée sandiniste, Direction nationale, Commission d'éthique, délégués élus) se réunit tous les 4 ans.

L'Assemblée sandiniste: 120 membres (98 élus lors du congrès, secrétaires départementaux, chef du groupe sandiniste à l'Assemblée nationale, chefs des groupes sandinistes dans les Conseils autonomes de la Côte Atlantique, secrétaire de la Jeunesse sandiniste).

La Commission d'éthique: 5 membres (viennent d'y être élus Miguel d'Escoto, Vilma Nuñez, Victor-Hugo Tino, Emilio Baltodano, Reinaldo Tefel).

La Direction nationale: 9 membres (B. Arce, T. Borge, L. Carrion, R. Nuñez, D. Ortega, S. Ramirez, H. Ruiz, V. Tirado, J. Wheelock).

Le secrétaire général: Daniel Ortega

Le Trésorier: Henry Ruiz

PRINCIPES ET PROGRAMMES

Beaucoup se sont sans doute demandé avant le congrès comment le marxisme et le socialisme allaient s'insérer dans la rénovation. Mais il n'y a pas eu de discussion idéologique claire sur ces deux concepts.

Les noms de Marx et d'Engels figurent dans le rapport central de la direction nationale. Celui-ci débute par une citation de Ruben Dario ("*Cette Amérique qui tremble sous les ouragans et qui vit d'amour, hommes aux yeux saxons et à l'âme barbare, elle vit. Elle rêve, et vibre et c'est la fille du Soleil*"), de Sandino, de Carlos Fonseca ("*Il est temps de former avec enthousiasme le Parti sandiniste*") et enfin des deux classiques du marxisme: "*Dans la mesure où sera abolie l'exploitation d'un individu par un autre, sera également abolie l'exploitation d'une nation par une autre*". Le même rapport précise dans sa partie finale: "*Nous avons ouvert un chemin dans notre histoire, le chemin vers une société plus juste, le chemin démocratique, le chemin vers le socialisme qui sauvegarde les valeurs du genre humain et qui garantit véritablement une paix accompagnée de justice, de respect pour les droits de l'homme, la liberté et la démocratie*".

L'énoncé des principes précise que le FSLN lutte pour "*une société libre d'exploitation et d'oppression*", tout en caractérisant l'économie mixte comme "*une partie essentielle du programme révolutionnaire*" du FSLN.

Le document "Principes et programme" réaffirme les principes historiques du FSLN mais adapte le programme historique à la nouvelle conjoncture. Le FSLN, "*en plus des objectifs historiques*", se propose de contribuer à la paix, la stabilité et la réconciliation de la nation, à soutenir la relance de la production avec la participation et en faveur des masses, à encourager le peuple à défendre ses acquis et à récupérer son influence dans les masses.

QUELQUES OPINIONS SUR LE CONGRES

ORLANDO NUNEZ, économiste et sociologue, directeur du Centre de Recherche et d'études de la Réforme agraire (CIERA) sous le gouvernement sandiniste, directeur actuel du Centre pour la recherche, la promotion et le développement rural et social (CIDPRES)

ANN: Quel bilan tirez-vous de ce congrès?

ON: Il y a eu des progrès et des limites. On a avancé dans le processus de démocratisation interne: on a tenu un congrès et c'était la première fois, les délégués ont été élus par la base, on a pris des décisions qui ont été discu-

tées. C'était un congrès ouvert, auquel ont assisté d'autres partis, des invités étrangers et enfin la presse. On a parlé de la conjoncture mais aussi du chemin que va prendre le FSLN. On a noté une plus grande participation des gens et par ailleurs des thèmes jusque-là tabous ont été abordés. Les discussions ont représenté un véritable enrichissement. La démocratisation se fait sentir aussi dans les statuts qui ont été approuvés; par exemple, l'idée que le militant ne peut pas exprimer son opinion en dehors du Parti a été rejetée, après un débat très animé.

Mais on constate une faible représentation des femmes, il y a encore des tendances qui s'affrontent, certain défendant des principes et des méthodes conservatrices, un modèle politique, étatiste et autoritaire, qui a été rejeté lors des dernières élections. On sent encore la peur du débat idéologique. Quant à la Direction Nationale, elle a certes été élue, mais elle garde une structure similaire.

Pourtant, un des succès de ce congrès est d'être parvenu à équilibrer deux éléments d'habitude source de contradiction et de friction, la rénovation et l'unité. Lors de ce congrès, il y a eu rénovation et il y a eu unité, même si ce n'est pas autant de rénovation ni autant d'unité que nous aurions voulues.

ANN: Est-ce le congrès de la transition?

ON: En quelque sorte. Il jette les bases sur lesquelles l'organisation va pouvoir se développer, mais n'atteint pas la maturité suffisante pour un parti d'opposition qui doit être fort dans une conjoncture nationale difficile. Il reste une quantité de choses à revoir.

ANN: Vous pensez que le prochain pourrait apporter des changements plus radicaux?

ON: En effet. Je pense que si ce congrès nous a permis de faire un saut qualitatif malgré toutes les difficultés, le prochain, après une période d'exercice de la démocratie, avec une plus grande culture démocratique, après la rénovation des méthodes internes, va avoir une autre dynamique, approfondir la démocratisation et placer le FSLN au niveau des besoins politiques de ce pays.

ANN: En ce qui concerne les statuts et les programmes, pensez-vous que les gens sont satisfaits des décisions prises?

ON: Oui et non. Ils sont satisfaits car ils ont pu parler de tout, ils ont eu la possibilité de tout changer. Néanmoins, nous sentons qu'il n'y a pas assez d'esprit démocratique dans les statuts et pas assez de clarté idéologique dans le programme. Mais c'est notre faute et non la faute des autres. Il n'y a pas eu de proposition alternative.

ANN: Le rapport de la Direction Nationale n'aborde pas son activité durant la première année d'opposition.

ON: C'est une autre de nos limites que de n'avoir pu évaluer avec une profondeur suffisante ce qui s'est passé pendant ces dix ans et pendant la dernière année. Or une bonne évaluation est nécessaire pour adopter de bonnes positions et trouver de bonnes solutions. Le rapport a été trop rapidement élaboré. Ce que nous attendions, c'est un document qui analyse la nature du FSLN, après que le modèle que nous proposons a été désavoué lors des élections. Notre façon de nous situer a été bien contradictoire, en permanence entre deux pôles, entre les intérêts populaires et les intérêts nationaux, entre la rénovation et l'unité, entre les alliances et l'hégémonie, entre la volonté de changer le pays et une défaite électorale par majorité. Le FSLN est en quelque sorte orphelin sur le plan idéologique et il n'a pas pu dépasser cet état. Notre conviction et notre éducation nous ont portés à faire la Révolution selon les besoins du peuple et non selon ses possibilités matérielles et idéologiques. Il y a une richesse dans la conscience politique du sandinisme mais elle n'est pas mûre.

ANN: En ce qui concerne la question de la paysannerie, êtes-vous satisfait?

ON: Oui, pour trois raisons. Tout d'abord parce qu'on reconnaît que l'on a perdu le soutien de la paysannerie à cause de notre modèle politique. Ensuite, l'idée d'une alliance avec les paysans et paysannes de la contra a été fortement appuyée et enfin parce qu'on a décidé de consacrer à ce thème une Rencontre nationale.

ANN: Et la question de la femme? Lea Guido a proposé de réserver aux femmes 30% des sièges à l'Assemblée sandiniste. Elle n'a pas du tout été suivie.

ON: C'est un problème de maturation du Parti. Je ne crois pas que la solution va venir du congrès, mais des femmes organisées. L'idée de Lea ne peut être imposée: elle doit d'abord correspondre à la réalité. Cette motion apparaît le dernier jour du congrès alors qu'il aurait fallu se battre pour elle à tous les niveaux. Je pense que les gens doivent être élus non pas selon leur sexe mais au contraire malgré leur sexe.

Je me demande pourquoi Lea n'a pas fait la même proposition pour la Direction nationale. Les femmes de ce congrès n'ont rien proposé pour la DN. Si elles souhaitent y voir une femme, en tout cas elles ne le montrent pas.

MARIA JOSEFINA ULLOA, membre du secrétariat de la femme de la Centrale sandiniste des travailleurs (Région II, Léon), déléguée de Léon.

ANN: Que pensez-vous de la participation des délégués à ce congrès?

MJU: Elle me paraît très bonne, mais je n'en suis pas surprise car les congrès départementaux avaient été très

riches. Avant, un militant aurait eu du mal à contredire un Commandant de la Direction nationale. Pendant les débats, c'est arrivé souvent.

ANN: Et la question de la femme?

MJU: Beaucoup de propositions faites à la base ont été approuvées. De plus, la motion finale du congrès sur les femmes constitue une reconnaissance de tout ce qu'elles ont apporté à la Révolution. Pour le prochain congrès, on aura d'autres idées, d'autres tactiques et d'autres propositions.

ANN: Que pensez-vous de la proposition de Lea Guido de réserver aux femmes 30% des sièges de l'Assemblée sandiniste?

MJU: C'était une proposition un peu sèche, sans argumentation idéologique. Dans le fond, elle n'était pas assez politique ni assez audacieuse, car pourquoi seulement 30%? De plus je pense qu'une telle décision n'aurait rien changé au problème de fond, pas plus que l'élection d'une femme à la Direction nationale. L'important, c'est que la question de la femme a été discutée dans tous les congrès départementaux, faisant sans doute avancer un peu les consciences.

Par ailleurs, en tant que délégué/es, nous devons défendre les propositions sur lesquelles il y avait eu consensus à la base. Si le congrès de Léon m'avait chargée de me battre pour qu'il y ait 30% de femmes à l'Assemblée sandiniste, je me serais battue. Pour le prochain congrès, il faudra agir de façon plus organisée, être plus claires et travailler à de la femme.

En tant que femme et militante sandiniste, ce congrès m'a donné de l'énergie, m'a donné plus d'instruments pour me battre.

JAIME ARAUZ, maire de La Dalia (Région VI)

ANN: Que pensez-vous de la façon dont s'est déroulé le congrès?

JA: Ce congrès répond aux attentes de la majorité des sandinistes, entre autres ceux du secteur rural. La droite n'arrêtait pas de dire que nous allions nous diviser et cela avait fini par troubler certains, les gens très simples de la campagne qui pensaient que peut-être quelque chose leur échappait. Or, le FSLN sort uni et renforcé. De plus, le programme qui a été adopté défend réellement les intérêts de la paysannerie et des plus pauvres, il vient appuyer leur lutte pour la préservation des acquis de la Révolution.

Quant à la question de changer les membres de la Direction nationale, elle n'apparaît pas comme vitale aux paysans et ouvriers agricoles. Ce qui les intéresse, c'est que la DN change ses méthodes, qu'elle nous écoute et c'est

aussi le changement des cadres intermédiaires du monde rural.

L'important aussi est que désormais l'Assemblée sandiniste, issue du congrès, dirige le parti. Elle a été renouvelée et ses anciens membres qui avaient perdu le contact avec les masses n'y figurent plus. Elle est plus représentative des secteurs populaires.

LES DECLARATIONS DU CONGRES

Nous vous proposons un résumé des différentes résolutions du congrès.

I) DECLARATION SUR LA STABILITE, LA PAIX ET LA RECONCILIATION

Le congrès se montre préoccupé par la détérioration du processus de réconciliation, qui menace la stabilité et la relance économique et dont la responsabilité revient aux secteurs politiques les plus à droite obstinés à annuler les transformations sociales de la Révolution. *"Il ne peut y avoir stabilité nationale sans stabilité socio-économique pour la majorité"*. Le plus grand danger réside dans le problème du monde rural, où les demandes de terre, de crédit et d'assistance technique des paysans, spécialement des anciens contras et des licenciés de l'armée, n'ont pas été satisfaites. L'agressivité des latifundistes et l'incohérence de certains secteurs du gouvernement quant à la révision des confiscations et à la privatisation conduisent à la violence. Le FSLN appelle à organiser de toute urgence une Conférence nationale de tous les secteurs sur le problème paysan, qui devra décider des mesures concrètes (respect des engagements en ce qui concerne l'attribution de terre aux anciens contras et aux anciens militaires, stabilité juridique en ce qui concerne la propriété, désarmement des civils).

Par ailleurs, le FSLN rejette les tentatives des secteurs revanchistes au sein du gouvernement comme en dehors, qui destabilisent la concertation par des manoeuvres à l'Assemblée nationale, entre autres sur les questions de propriété, et provoquent la méfiance et la polarisation. Il rappelle que le gouvernement porte une grande responsabilité dans la stabilité; il se montre préoccupé par le non respect des Accords de concertation et l'incohérence manifestée par des membres du gouvernement. Il dénonce la campagne qui vise à remettre en question l'éthique des sandinistes et affirme qu'au contraire il se sent fier d'avoir distribué des terres, des maisons et des terrains à l'immense majorité des Nicaraguayen/nes. Il dénonce également les menaces de la droite sur la propriété, l'institutionnalité du Pouvoir judiciaire et des Forces armées.

II) RESOLUTION SUR LA PROBLEMATIQUE AGRAIRE

"Etant donné l'absence d'une politique du FSLN en direction du monde rural, son influence limitée dans la paysannerie et la situation actuelle marquée par les conflits agraires, la crise socio-économique et la prolifération des actions paramilitaires qui rouvrent la possibilité d'une guerre", le congrès mandate l'Assemblée sandiniste et la Direction nationale pour qu'elles élaborent une stratégie qui contribue à résoudre ce problème, à favoriser la paix et la stabilité et à élargir l'influence du FSLN dans le monde rural. Il recommande également la création immédiate d'une commission (UNAG, Fédération des coopératives, ATC, coordinateurs départementaux du FSLN) destinée à aborder les problèmes les plus urgents.

III) RESOLUTION SUR L'ECONOMIE

Le congrès estime que la résolution de la crise demande un effort national qui prennent en compte les intérêts de tous les secteurs, spécialement le monde rural et les travailleurs des villes. Il demande des actions qui contrebalancent le coût du programme de stabilisation (chômage, salaire, réduction du crédit, détérioration de la santé et de l'éducation, chute de la production nationale). Il mandate l'Assemblée sandiniste et la Direction nationale pour élaborer une proposition économique globale de laquelle dériveront les plans de lutte pour affronter la crise et les tâches du développement. Cette proposition abordera au minimum: l'équité socio-économique, la minimisation des effets du plan de stabilisation sur les salaires et l'emploi, l'approfondissement de la Réforme agraire, la maîtrise de l'Etat sur les ressources naturelles et les services d'intérêt stratégique, le budget de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale, le droit des travailleurs à la propriété, les revendications des femmes, la protection de l'environnement.

IV) RESOLUTION SUR L'AUTONOMIE

Face aux violations systématiques de la loi d'autonomie de la Côte Atlantique et aux graves problèmes que connaît cette région, le congrès réitère son soutien au droit des habitants de la Côte d'exercer l'autonomie, exige du gouvernement l'application de la loi, le transfert des compétences aux autorités autonomes, le respect de leur patrimoine et une réponse aux problèmes. Il demande que l'Assemblée sandiniste discute du plan du FSLN pour la défense de l'autonomie.

V) RESOLUTION SUR LA SOLIDARITE

Le congrès considère que la solidarité internationale a été et continue à être un pilier fondamental de la défense de la Révolution et décide de réaliser au mois d'octobre la Première Rencontre internationale de la solidarité avec le FSLN.

VI) DECLARATION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

1) Soutien aux initiatives destinées à renforcer l'unité des pays pauvres, menacés par le néo-libéralisme et l'impérialisme 2) Soutien aux efforts pour leur intégration économique 3) Soutien à la lutte des pays pauvres pour leur souveraineté et leur autodétermination. 4) Soutien à la Déclaration de Guadalajara en ce qui concerne les concepts mentionnés plus haut. Appel aux pays latino-américains pour qu'ils abandonnent la conception de la négociation bilatérale pour résoudre le problème de la dette et pour parvenir à des relations économiques et politiques plus justes avec les pays industrialisés 5) Soutien à Cuba dans son droit à l'autodétermination et au choix de son modèle politique et économique 6) Soutien au processus de négociation mené à bien par le FMLN avec le gouvernement salvadorien, soutien aux négociations entre l'URNG et le gouvernement guatémaltèque 7) Soutien à Porto Rico dans son droit à l'autodétermination 8) Soutien au peuple palestinien dans son droit à la protection internationale dans les territoires occupés, soutien à la demande d'une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU et avec la participation de l'OLP 9) Soutien à la lutte du peuple sudafricain dirigée par l'ANC pour abolir l'apartheid 10) Soutien aux efforts des patriotes coréens du Nord et du Sud pour la réunification et le retrait des troupes étatsuniennes

VII) RESOLUTION SUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

Le FSLN reconnaît le rôle joué par la jeunesse et considère que sa promotion et sa formation idéologique doit être une priorité constante. Tout comme la Jeunesse sandiniste, il est préoccupé par la détérioration des acquis de ce secteur observée sous l'actuel gouvernement, détérioration qui se manifeste dans l'éducation, la décomposition sociale (délinquance, drogue et prostitution), la perte du droit à la santé, l'absence de promotion des loisirs, le chômage. Le FSLN décide de soutenir la lutte des organisations de jeunes, de travailler dans le cadre national et international pour défendre les acquis de la Révolution pour l'enfance et la jeunesse et leurs droits inscrits dans la constitution, de soutenir les efforts des organisations juvéniles pour créer le Conseil national de la jeunesse.

LES INVITES ETRANGERS

Managua, le 24 juil (ANN). Le FSLN avait invité de nombreux partis et organisations étrangères à suivre les travaux de son congrès. Outre des partis révolutionnaires, on notait la présence d'autres forces politiques comme des formations social-démocrates ou démocrates chrétiennes. C'est ainsi que l'ancien président guatémaltèque Vinicio Cerezo, auquel le FSLN a voulu ren-

dre hommage pour son action pour la paix dans le processus d'Esquipulas, a prononcé un discours à l'ouverture du congrès. Un autre discours remarqué, a été celui de Luis Ignacio Da Silva, "Lula", le populaire dirigeant du Parti du travail du Brésil, qui a donné un nouvel exemple de ses qualités de leader latino-américain. Sont intervenus également Osmani Cienfuegos, du Parti communiste de Cuba, Evans Lescauffleire, représentant du mouvement Lavalas d'Haïti, Carlos Gonzales de l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque et un représentant de l'OLP.

On comptait également parmi les invités le PASOK de Grèce, le Parti socialiste français (dont le représentant a pris la parole, invitant le FSLN et l'ensemble des mouvements progressistes latino-américains à intégrer l'Internationale socialiste), le Parti démocratique de gauche et le Parti de refondation communiste d'Italie, le Parti social-démocrate et le Parti du socialisme démocratique d'Allemagne, différents partis communistes (France, Portugal, Colombie, Pérou, Uruguay, Argentine, Japon, Vietnam, Union soviétique, Chine, Autriche, Belgique), le PRD du Mexique, le M-19 et l'Union Camiliste-ELN de Colombie, le Frente Amplio et le mouvement Tupamaros d'Uruguay. Le Parti socialiste espagnol, présent le premier jour, s'est retiré à cause de la présence du parti basque Herri Batasuna.

Une place spéciale a été réservée au FMLN du Salvador. Le Commandant Joaquin Villalobos a en effet prononcé lors de la clôture du congrès un discours dans lequel il rendait hommage au FSLN pour avoir su éviter le dogmatisme et pour avoir mené une révolution démocratique. *"La Révolution sandiniste a montré que le gouvernement et le pouvoir ne sont pas la même chose (...) L'histoire de l'Amérique latine est pleine de fraudes électorales, de coups d'Etat, de gouvernements qui n'ont pas le pouvoir face à l'oligarchie et la caste militaire (...) Au Nicaragua, la Révolution a établi un pouvoir économique populaire, a jeté les bases pour parvenir à la neutralité des forces coercitives de l'Etat, la police et l'armée. C'est pour cela que la concertation, la réconciliation et la matérialisation d'un large projet national sont possibles au Nicaragua"*. Quant au nouveau visage du FSLN après son congrès, J. Villalobos a souligné qu'il a mis fin au tabou selon lequel les contradictions sont mauvaises au sein des partis révolutionnaires et qu'elles conduisent à la division. *"La gauche doit en finir avec les vestiges involontaires du stalinisme (...) Quel mal nous a causé une compréhension dogmatique du concept d'avant-garde (...), le fait de nous croire en possession de la vérité totale. Cela a empêché l'unité des mouvements révolutionnaires et l'indispensable alliance avec d'autres forces (...) En dépassant cela, le FSLN a fait un apport décisif à la nouvelle gauche et au courant rénovateur de la pensée révolutionnaire d'Amérique"*. En ce qui concerne la situation au Salvador, le dirigeant de la guérilla a expliqué que le FMLN comptait sur la présence au sommet ibéro-américain de Guadalajara du gouvernement salvadorien pour avancer

dans la négociation, mais que le président Cristiani avait reculé. Il a précisé: *"Il est impossible d'imposer aux combattants du FMLN une solution qui les oblige à se rendre militairement face à une armée qui n'a pu les vaincre sur le champ de bataille et qui en plus est d'essence anti-démocratique (...). Jamais les combattants du FMLN et de larges secteurs de la société salvadorienne n'accepteront d'être les sacrifiés d'une nouvelle promesse d'expérience démocratique faite par l'armée la plus assassine, anti-démocratique et anti-nationale du continent. Les armes du FMLN représentent la sécurité historique du peuple et de la société. Nous ne rendrons jamais les armes, nous ne permettrons jamais que la sécurité de la nation soit entre les mains d'une armée qui assassine les prêtres, les religieuses et les évêques. Bientôt, le Salvador connaîtra la démocratie et la paix, avec un FMLN fort auquel se joindront d'autres forces pour travailler à la justice économique et sociale (...). Merci, frères sandinistes, pour votre solidarité. Merci pour ne nous avoir jamais fait défaut"*.

LES "CHARNIERS SANDINISTES"

Sergio Ferrari

Managua, 2 juillet (ANN). Un journal français a lancé la grande nouvelle qui a commencé à se répandre, grâce aux agences de presse internationales, dans beaucoup de journaux du monde entier. Le reportage original sur les soi-disant charniers de l'Armée populaire sandiniste est sorti de l'ordinateur d'un correspondant français - qui ne vit pas au Nicaragua - le 27 juin dernier. Deux jours avant, la direction du FSLN et celle des ex-contras s'étaient rencontrées, premier face à face depuis plus d'un an, pour signer un accord politico-militaire menant à terme le désarmement des civils des deux camps, plus particulièrement dans le monde rural.

UN FAUX SCOOP

Six jours après, aucun média nicaraguayen, qu'il soit sandiniste ou de droite, n'avait repris l'information. Preuve supplémentaire du caractère de faux scoop de ce thème éculé. C'est précisément la presse nationale (de tous bords) qui a commencé à parler de façon systématique, dès juin 90, de l'existence de tombes contenant les restes de victimes de la guerre, aussi bien contras que paysans et militaires enlevés et tués par la contra. Par exemple, le 7 février, Barricada titrait "Nouvelles tombes à Jinotega", après la découverte des restes de deux paysans sandinistes à San Antonio Sisle, dans les montagnes du nord. De son côté le quotidien de droite La Prensa avait parlé de tombes à Bluefields et à Wiwili. Il s'agit donc d'un sujet peu tabou pour les médias qui, d'une façon ou d'une autre, ont toujours été obligés de situer cette information dans le contexte d'une guerre de dix aux caractéristiques très particulières.

UNE OFFENSIVE BIEN ORCHESTRÉE

En effet, il ne faut jamais perdre de vue le caractère de ce conflit. *"Une confrontation non-conventionnelle, de fort impact dans le monde rural, explique Vilma Nunez, présidente du Centre nicaraguayen des droits de l'homme. "Je ne veux pas répondre à ces accusations à la légère, surtout qu'il s'agit de faits remontant aux premières années de la guerre, quand je n'étais pas encore très engagée dans ce travail. Nous devons faire des recherches sérieuses. Cependant, je m'étonne que l'article qu'on parle de plus de dix cimetières clandestins, et ainsi met le Nicaragua sur le même plan que d'autres pays du continent, comme le Chili ou l'Argentine, où l'affrontement et les méthodes ont été radicalement différents."*

Plus de 60 militaires ont été condamnés sous le gouvernement sandiniste pour avoir violé les droits de l'homme et 500 pour des délits de différentes natures. Beaucoup sont encore en prison et n'ont pas été amnistiés. "Amnesty international et d'autres organismes ont reconnu dans leurs rapports que le Nicaragua était le seul pays centraméricain qui ait agi de cette façon", explique V. Nunez.

"Je pense que nous avons affaire à une campagne bien orchestrée tendant à remettre en cause l'Armée populaire sandiniste", affirme Maritza Cordero, militante des droits de l'homme, qui aborde un des aspects très sensible du débat politique actuel au Nicaragua. Les députés de l'UNO préparent en effet une proposition de loi de "Règlementation des Forces armées" visant à frapper leurs cadres et leur structure actuelle.

"Personne ne peut nier que des excès ont été commis de part et d'autre. La guerre amène de mauvaises expériences et des pertes irréparables", reconnaît Justo Meza, un des responsables de l'Association civique Résistance nicaraguayenne, organisation qui regroupe d'anciens contras. Sans évoquer le thème des cimetières clandestins - c'est une tradition à la campagne d'enterrer ses morts près de l'endroit où l'on vit -, J. Meza estime que la situation s'est améliorée avec la paix mais déplore la mort de 40 anciens contras depuis un an, morts intervenues dans des circonstances confuses. Les autorités reconnaissent qu'une centaine de personnes - paysans et militaires sandinistes, anciens contras - ont été tuées au cours des derniers mois. Réalité "normale" au Nicaragua où il y a eu 70 000 victimes au cours des années de guerre.

Derrière l'information du journaliste français, on reconnaît, entre autres sources, celle de l'Association des droits de l'homme, présidée par Marta Baltodano, qui fut au cours des dix dernières années succursale de la contra. Elle était alors, et est toujours, financée par des organismes réactionnaires étatsuniens, comme cela a été dénoncé à plusieurs reprises, preuves à l'appui. M. Baltodano étant en voyage à l'étranger, c'est le numéro deux de l'association qui la remplace. Mateo Guerrero, récemment revenu de Miami, a été au début de la Révolu-

tion porte-parole de la Commission nationale de promotion et protection des droits de l'homme, que présidait Vilma Nunez. Il a disparu du jour au lendemain en 83, emportant une bonne partie des documents de la Commission. On l'a retrouvé immédiatement après devant les caméras de télévision de chaînes étatsuniennes, devenu porte-parole de la commission des droits de l'homme de la contra, spécialiste obligé dans tous les forums internationaux. Son appartenance à la CIA, ou sa relation avec elle, avait alors été dénoncée avec insistance et n'a jamais été démentie. Aujourd'hui, comme source principale de l'article français, il semble continuer à remplir la mission qu'on lui a confiée.

"UNE OFFENSIVE REVANCHISTE JUSTIFIERAIT LA REBELLION"

Trois semaines avant la publication de l'article en question, un autre journal européen, "La Vanguardia" d'Espagne, avait lancé une offensive à propos des biens "mal acquis" des sandinistes - ce que la droite appelle "la piñata" - essayant de discréditer entre autres une fonctionnaire du Conseil électoral. L'accusation de vol de trois ordinateurs a été réfutée preuve à l'appui par la fonctionnaire incriminée, qui a immédiatement entrepris un procès contre le journal de droite. Les plus hautes autorités du Conseil électoral, parmi lesquelles se trouvent des membres de l'UNO, ont également répondu publiquement, fournissant même la liste du matériel de l'institution.

La "nouvelle" information sur les droits de l'homme prolonge cette campagne internationale qui vise à "ôter au FSLN sa crédibilité politique et morale", selon Xavier Reyes, journaliste et analyste politique. Cette offensive internationale se produit alors qu'une "offensive des secteurs les plus acharnés contre le sandinisme à lieu dans le pays, dans le but de l'affaiblir pour que son congrès de juillet se tienne dans des conditions défavorables".

"Nous nous sentons persécutés économiquement et politiquement. Il semble que les sandinistes n'aient plus le droit de vivre au Nicaragua", a souligné D. Ortega au cours d'un forum public où étaient présents l'ancien président du Costa Rica, Oscar Arias, et Virgilio Godoy, tête de file de la croisade anti-sandiniste. Ces propos reflètent la situation difficile dans laquelle se trouve le FSLN, soumis à la pression d'autant plus forte que la question de la propriété est à l'ordre du jour, accusé d'avoir usurpé certains biens et exposé à la campagne de discrédit menée dans la presse internationale. "Cette persécution pourrait nous conduire à appeler à la rébellion armée pour éviter qu'on nous liquide physiquement et politiquement", a ajouté D. Ortega. Même s'il entre une part de rhétorique dans ces menaces, ces déclarations indiquent néanmoins l'état d'âme de la principale force d'opposition du pays.

Ceux qui n'acceptent pas, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, que le sandinisme continue à exister dans

l'opposition jouent avec le feu. Ils ne seront satisfaits que lorsque qu'ils verront le FSLN anéanti. Ils oublient - défaut habituel chez ceux qui ont le pouvoir - le coût potentiel d'une nouvelle confrontation pour le peuple nicaraguayen et pour le fragile processus de paix en Amérique centrale.

"LE MONDE" DANS LA CAMPAGNE ANTI-SANDINISTE

Managua, 12 juillet (ANN). L'article de Bertrand de la Grange publié dans l'édition du Monde du 27 juin, sous le titre "Les charniers sandinistes", vient alimenter avec force la campagne internationale de dénigrement du sandinisme. Le but est d'isoler le FSLN et de le couper du courant de sympathie dont il a toujours bénéficié, au pouvoir et dans l'opposition, de la part des mouvements chrétiens, des partis social-démocrates et de la gauche révolutionnaire mondiale, tous ces courants ayant convergé depuis 1979 jusqu'à aujourd'hui dans un mouvement de solidarité politique et matérielle, dont le FSLN a plus que jamais besoin. Après avoir mis l'accent sur le thème des soi-disant vols de biens de l'Etat, le FSLN se voit accusé aujourd'hui de massacres comparés de manière plus ou moins explicite à ceux dont sont responsables les dictatures chilienne ou argentine.

Au cours d'une entrevue avec l'ANN, Vilma Nunez, présidente du Comité nicaraguayen pour les droits de l'homme (CENIDH), a répondu point par point à certaines affirmations contenues dans l'article de B. de la Grange, dont la stratégie journalistique consiste en une habile manipulation des faits rendue dangereuse par la réputation de neutralité et d'objectivité dont bénéficie Le Monde. V. Nunez a signalé que B. de la Grange ne pouvait ignorer la réalité des faits dont il fait mention car elle l'a reçu avant qu'il écrive son article et lui a fourni toutes les informations voulues.

"Les organisations humanitaires étaient, à de rares exceptions près, interdites de séjour sur les théâtres d'opérations" (c'est-à-dire les zones de guerre). (Le Monde)

VN : Ceci est absolument faux : le Nicaragua a été l'un des pays les plus contrôlés sur le plan des droits de l'homme, sous le gouvernement révolutionnaire. Et c'était une politique de porte ouverte voulue par le gouvernement. Americas Watch a écrit douze rapports et était présent dans le pays. Cet organisme avait une représentante en permanence dans les zones de guerre, Jemera Rone. Le Comité international de la Croix rouge a toujours été présent également. Amnesty a rédigé deux rapports sur le pays, en 1984 et 1989, après avoir visité les zones de guerre. Le gouvernement a toujours facilité leur action sur le terrain et il invitait lui-même les organismes internationaux.

"A partir de 1989, les deux organisations humanitaires (Amnesty et Americas Watch) commencèrent à publier des rapports beaucoup plus sévères à l'égard des autorités, sommées de s'expliquer sur 'la persistance des violations du droit à la vie' et sur les cas de disparition". (Le Monde).

VN: Ces rapports couvrent la période la plus dure de la guerre, entre 1985 et 1989, pendant laquelle il y a eu effectivement plusieurs dénonciations de violations des droits de l'homme : exécutions sommaires, disparitions, etc. Certaines de ces plaintes étaient fondées. La manipulation de B. de la Grange consiste à ne pas rappeler quelle a été l'attitude du gouvernement face à ces cas. Il y a eu une série d'enquêtes pour découvrir les coupables et des peines sévères ont été appliquées. Cette réponse gouvernementale a été connue des organismes internationaux. Americas Watch a même reconnu dans son dernier rapport que le Nicaragua était le seul pays en Amérique centrale qui punisse les militaires coupables de violations des droits de l'homme. Je ne peux pas affirmer que le gouvernement a pu punir tout le monde mais je sais que l'on a fait cet effort dans lequel j'ai moi-même été impliquée en tant que responsable de la Commission des droits de l'homme. Par exemple, les accords d'Esquipulas prévoyaient une large amnistie des contras, des somozistes. Cette amnistie a été appliquée et certains ont voulu qu'elle s'étende aux militaires coupables d'exactions. Mais, en tant que Commission des droits de l'homme, nous nous sommes opposés à cela. 60 militaires sont restés en prison. Cela ne signifie pas, je le répète, que tous les abus ont été punis mais le gouvernement en a eu la volonté. En tant que membre de la Cour suprême de Justice, j'ai eu l'occasion de faire destituer un juge qui avait mené des procès illégaux contre des miskitos et la Commission des droits de l'homme a obtenu ensuite leur libération.

"Les insurgés, une armée de paysans composée de 22 000 hommes au moment de la démobilisation l'an dernier..." (Le Monde)

VN: On parlait de 9 000 contras au moment de la démobilisation, mais comme le fait de se démobiliser donnait accès à une aide financière, beaucoup se sont déclarés démobilisés de la contra à la dernière minute.

"Certains des crimes attribués à la contra auraient été commis par les forces spéciales du ministère de l'Intérieur, comme l'attentat contre un autobus qui a sauté sur deux mines le 4 février 1988, près de Quilali". (Le Monde)

VN: Il n'y a jamais eu le moindre doute sur cet attentat, comme le prouve le type de matériel recueilli sur le terrain et qui a été consigné dans les rapports de l'armée. Ceux-ci peuvent être consultés par qui le désire. Une organisation étatsunienne, les Témoins pour la paix, qui a suivi de près toutes les activités de la contra, peut confirmer que celle-ci était bien l'auteur de l'attentat de Quilali.

"...les nombreuses prisons, souvent clandestines, de la Sécurité de l'Etat, que la Croix rouge internationale n'a jamais réussi à visiter".

VN : Ceci est un des thèmes classiques de la campagne contre le sandinisme. Il y a eu une liste des soi-disant prisons clandestines publiée par la Prensa. Le gouvernement a alors invité Amnesty et Americas watch à enquêter et c'est nous, la Commission des droits de l'homme, qui devons coordonner ces visites. Amnesty a décliné l'invitation car cet organisme savait déjà que l'accusation était fautive, mais Americas Watch a accepté et nous avons publié intégralement, en 1989, leur rapport qui dément totalement l'existence de prisons clandestines. Ce rapport dit : "La liste publiée dans la Prensa consigne de nombreux lieux qui ne sont pas clandestins mais sont utilisés ouvertement et officiellement comme lieux de détention". Selon le rapport, les autres endroits étaient tout sauf des prisons et certains même appartenaient à des somozistes notoires. Le rapport consignait également certains aménagements qui avaient été effectués pour rendre les prisons plus vivables. Les organisations ont eu tout loisir d'aller exactement où ils voulaient dans le pays. Il arrivait même qu'ils changent au dernier moment leur destination pour que l'on ne puisse cacher quelque chose.

"Une dizaine de cimetières clandestins ont été ouverts depuis juin 1990...la plupart à proximité ou dans l'enceinte d'anciennes bases militaires". (Le Monde)

VN : Une enquête est en cours sur le cimetière de Mura, dans la région de Nueva Segovia, dont il est fait mention dans l'article. Il est dit que les 14 squelettes retrouvés seraient ceux de personnes tuées à la sortie de l'Eglise en 1982. L'enquête n'a pas encore abouti. Par contre, dans le cas du cimetière de Bluefields, il s'agit d'une manipulation ouverte. L'article fait allusion à 42 squelettes. En réalité, ils ne sont que 29 et ces morts ne sont pas tous des contras, parmi eux il y a des sandinistes qui défendaient la caserne attaquée par un groupe de contras. Je pense que l'Armée aurait dû depuis longtemps donner des indications précises sur les cimetières et l'identité des contras enterrés, cela aurait évité ces manipulations. Le fait que les squelettes se trouvent à proximité des casernes n'est pas surprenant parce que les combattants ont été enterrés là où ils sont tombés et parfois les contras ont attaqué des postes militaires, comme à Bluefields.

"La présidente du Centre nicaraguayen pour les droits de l'homme, Mme Vilma Nunez, dont on dit qu'elle a activement collaboré avec le gouvernement précédent pour justifier la répression..." (Le Monde)

VN : Je n'ai jamais justifié la répression mais seulement toujours expliqué le contexte de certains abus, celui de la guerre. Il n'y a jamais eu ici de politique de répression et

de persécution des opposants et il s'agit d'une véritable manipulation que de faire certaines comparaisons avec des pays où la doctrine de sécurité de l'Etat était appliquée comme le Chili ou l'Argentine. Les organisations internationales, telle Amnesty international, ont reconnu le travail de notre Commission, mes efforts et le fait que je me suis parfois opposée aux décisions gouvernementales. Seule, l'ambassade des Etats-Unis n'a jamais voulu reconnaître notre travail.

PROPRIETE : LA TEMPETE

Managua, 11 juillet (ANN). La lutte pour la propriété des terres et des maisons a débouché au bout de trois semaines sur l'occupation de mairies et de radios. Face à cette situation, le FSLN a réaffirmé sa décision d'empêcher une reconstitution du latifundium. Il s'est montré disposé à la lutte face aux forces oligarchiques et ultraconservatrices de l'UNO et a invité les paysans sans terre ou démobilisés de la contra à mener des actions communes. De son côté, le président de l'Assemblée, Alfredo César a pris la tête du mouvement qui tente de restaurer les relations de propriété qui existaient avant 1979.

Le 18 juin dernier, l'UNO a introduit au parlement une proposition de loi visant à abroger les lois 85 et 86. L'objectif de cet avant-projet est d'annuler le transfert à des coopératives et des particuliers d'immeubles et de terres qui appartenaient à l'Etat. En acceptant l'introduction d'un tel texte, A. César a violé un engagement pris dans une déclaration écrite, également signée du FSLN, qui prévoyait de ne pas perturber par des initiatives parallèles de l'Assemblée la discussion sur la propriété que mènent les forces participant à la concertation. Les organisations représentées à la concertation, de même que la présidente Chamorro, avaient formulé la même demande. Face à la position adoptée par A. César, le groupe sandiniste a annoncé son retrait pour un temps indéfini de l'Assemblée. La majorité des députés de l'UNO a décidé d'accepter la proposition et de passer l'avant-projet à la Commission parlementaire chargée des questions de propriété, lui accordant un délai de 3 semaines. Le lobby de l'oligarchie et des chefs d'entreprise ne voulaient pas renoncer à sa tentative et son porte-parole A. César a donc lancé un ultimatum aux participants à la concertation, les sommant de se prononcer sans délai sur la question de la propriété. Le ministre-conseiller de la présidence Antonio Lacayo a réagi en précisant qu'il ne s'agissait pas d'une affaire de vie ou de mort, propos par lesquels il a voulu souligner la faculté du forum de la concertation de décider en matière de propriété.

Ceux qui risquent de perdre leur maison ou leur terre estiment par contre que c'est bien leur existence qui est en jeu. Dans la capitale et dans d'autres villes de l'ouest,

ils ont occupé des mairies pour obtenir leurs titres de propriété. Ils ont également occupé la radio d'extrême-droite "Radio Corporacion" à Managua et la "Radio Dario" à Léon. Des manifestations de protestation ont été organisées par le Front de lutte populaire et le Mouvement communal. Au même moment, des inconnus ont perpétré des attentats à la bombe contre les sièges de partis de l'UNO, des maisons de députés de l'UNO ainsi que la radio sandiniste "Radio Ya". A Masaya, ceux qui occupaient la mairie ont cessé leur action après qu'on leur a promis de commencer la remise de titres de propriété aux 5 000 familles concernées par les lois 85 et 86. A Managua, une commission du Mouvement communal dirigée par son président Miguel d'Escoto a négocié avec le gouvernement - le maire Arnoldo Aleman ayant refusé - et celui-ci a finalement accepté de remettre les titres de propriété. La mairie a été évacuée après 11 jours d'occupation.

D'autres villes et bourgades ont connu la même situation, mais la distribution des certificats ne signifie pas pour autant que la question est résolue. Le leader du FSLN Daniel Ortega a justifié les manifestations comme moyen légitime de défendre la propriété populaire. Il a évoqué non seulement le droit à la résistance mais aussi le droit à la rébellion. La vigueur de ces propos a attiré l'attention. En effet, jusque-là, le FSLN a toujours été très attentif à ne pas justifier les accusations de la droite selon laquelle il est en train de préparer une insurrection. Les jours suivants, le FSLN a tenté de bien expliquer sa stratégie. La Direction nationale a souligné que le conflit ne se situe pas entre la population et le FSLN d'un côté et le gouvernement de l'autre mais entre la population, le FSLN, le gouvernement d'un côté et les secteurs extrémistes de l'autre. Néanmoins, les propos de D. Ortega n'ont pas manqué d'inquiéter les anciens contras dont la peur d'une insurrection sandiniste est sans cesse attisée par la propagande de la droite. Mais le FSLN s'est donné la tâche de regrouper les anciens contras dans la lutte pour la terre, dans le but de se gagner l'appui de la majorité des paysans. Ce n'est pas par hasard que le 24 juin, alors que les occupations continuaient, le FSLN a signé avec des représentants de la contra un accord prévoyant des actions conjointes pour désarmer les civils des deux bords et pour affronter ensemble le problème de la distribution de la terre. Pour D. Ortega, cet accord est la véritable concertation au Nicaragua.

Selon Orlando Nuñez, président du Centre pour la recherche, la promotion et le développement rural et social (CIDPRES), la défense des lois qui protègent la propriété est absolument essentielle pour le FSLN, car la réforme agraire sandiniste, pierre angulaire de la démocratisation du régime de propriété est *"presque la dernière bannière qu'il lui reste à défendre, non tant pour ce qui a déjà été fait que pour ce qu'il reste à faire. Si nous échouons, nous contribuons à la destruction de la Révolution"*. O. Nuñez souligne que les coopératives et les fédérations syndicales du monde rural constituent une partie fonda-

mentale de la base du sandinisme. Selon lui, une partie de la bourgeoisie néo-libérale souhaite conserver la réforme agraire - "en fin de compte, c'est une tâche historique de l'Etat démocratique bourgeois" - car elle permet de créer le marché intérieur dont a besoin le modèle néo-libéral.

C'est pourquoi, une alliance est possible entre le FSLN et cette partie de la bourgeoisie néo-libérale. L'oligarchie agro-exportatrice pour sa part travaille à restaurer le latifundium d'autrefois, ce qui explique les contradictions au sein de la classe dominante. La direction du FSLN a manifesté la même idée quand elle a déclaré constructive l'attitude du gouvernement Chamorro sur les questions de propriété.

Le 9 juillet, A. César a présenté au parlement ses recommandations sur la procédure à suivre après la dérogation des lois 85 et 86. Si elles sont suivies, toutes les familles jusque-là protégées par ces lois et ayant une maison de plus de 60 mètres carrés la perdront. Les paysans possédant plus de 7 hectares dans les régions près du Pacifique et 14 dans les régions atlantiques devront abandonner leur terre. 85% des coopératives cesseront d'exister. Par ailleurs, les résolutions de la Commission de révision des expropriations prises sur la base du décret 11.90 (qui a été déclaré partiellement anticonstitutionnel) auront force de loi. Enfin, le gouvernement ne pourra plus distribuer les biens de l'Etat sans le consentement de l'Assemblée - donc de la majorité des députés de l'UNO - et les privatisations en faveur des anciens contras et des militaires licenciés seront nulles. Le but d'A. Cesar est clair: il veut s'assurer le soutien de l'oligarchie agro-exportatrice pour apparaître dans un premier temps comme le principal opposant au gouvernement et ensuite préparer sa candidature à la présidence de la République. Pour satisfaire ses ambitions personnelles, il semble prêt à provoquer des troubles sociaux et une guerre agraire au Nicaragua.

EN BREF

12EME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION. La place de la Révolution était archi-pleine, les slogans se succédaient, les gens étaient très gais. FSLN pas mort.

LE CHOLERA est aux portes du pays. Le premier cas a été détecté au Guatemala. Le Ministère de la Santé a déclaré le Nicaragua en état d'alerte nationale.

INONDATIONS. La ville de El Rama, dans la région Atlantique Sud, a été dévastée par les inondations provoquées par trois jours de pluies diluviennes. 13 500 habitants de la région sont sinistrés. L'eau potable manque, ainsi que les médicaments, alors que les épidémies sont à craindre.

DE SOMMET EN SOMMET. Le 10ème sommet des présidents centraméricains s'est tenu à San Salvador les 15, 16 et 17 juillet. La question de l'intégration économique de la région a été au centre des discussions. Les présidents ont condamné, dans leur déclaration finale, la violence, le terrorisme et la destabilisation dans la région: une allusion claire au FMLN, dont ils ont demandé le désarmement. Le FMLN a protesté contre cette position qu'il considère comme "une gifle au processus de négociation en cours". Les chefs d'Etat ont réaffirmé leur soutien au président salvadorien Cristiani pour ses "efforts de pacification". Les 18 et 19 juillet, le sommet des présidents latino-américains, espagnol et portugais s'est tenu à Mexico. Face à l'ensemble des chefs d'Etat favorables au processus de libéralisation commerciale, Fidel Castro a seul exprimé son rejet de l'Initiative pour les Amériques proposée par les Etats-Unis.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA. case postale 7671.
 CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Kartin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.
 Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail
 NET3:ANN-EUROPA: DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA:
 Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéroportal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

